

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 7 JUIN 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
10	0	6
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/314		
HABITAT PRIVE - OPAH RU TOULON - AIDES OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 65 367 EUROS DANS LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/314

BUREAU DU 7 JUIN 2022

**O B J E T : HABITAT PRIVE - OPAH RU TOULON - AIDES
OCTROYEES AUX PROPRIETAIRES POUR
L'AMELIORATION DE LOGEMENTS PRIVES POUR UN
MONTANT TOTAL MAXIMUM DE 65 367 EUROS DANS
LE CADRE DU FONDS D'AIDE A L'HABITAT**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au bureau,

VU la délibération n°03/02/05/05 du 07 février 2003 définissant l'intérêt communautaire en matière d'Equilibre Social de l'Habitat, modifiée par les délibérations n°05/06/40/87 du 23 juin 2005 et n°07/12/28/224 du 13 décembre 2007 actualisant la compétence Equilibre Social de l'Habitat,

VU la délibération n°03/06/16/89 du 27 juin 2003 portant création du Fonds d'Aide à l'Habitat et définissant les modalités d'octroi des participations financières en matière d'habitat, modifiée à plusieurs reprises,

VU les délibérations n°17/12/267 du 19 décembre 2017, n°18/05/179 du 22 mai 2018, n°18/11/346 du 23 novembre 2018 et n°19/11/389 du 13 novembre 2019 modifiant le règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat,

VU la délibération n°18/10/307 du 25 octobre 2018 portant création de la nouvelle Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon,

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon signée le 25 mars 2019 avec les différents partenaires,

VU la délibération n°21/12/410 du 16 décembre 2021 mettant à jour les autorisations de programme de la politique métropolitaine de l'habitat,

VU l'avis favorable émis par la Commission d'Octroi du 26 avril 2022 pour l'ensemble des dossiers des propriétaires ci-après présentés,

VU les conventions ci-annexées,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de sa compétence Equilibre Sociale de l'Habitat et Politique de la Ville, vise l'amélioration générale du parc privé par l'animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain "Toulon Renouvellement Urbain" 2019-2024 sur la commune de Toulon,

CONSIDERANT que cet outil a pour objectif d'accompagner administrativement, financièrement, techniquement les propriétaires occupants et bailleurs, ainsi que les copropriétés dans leurs démarches de travaux d'amélioration et d'adaptation de logements,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer avec les propriétaires suivants les conventions ci-annexées pour des opérations d'amélioration et de réhabilitation d'immeubles et de logements d'un montant maximum de 65 367 euros dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat - Renouvellement Urbain menée sur la commune de Toulon, ainsi que toutes les pièces afférentes à ces dossiers en vue de l'attribution des aides suivantes :

COMMUNES	STATUT	NOM	ADRESSE	CATEGORIE	TPM SUBV	REGION AVANCE SUBV	TOTAL A PAYER TPM+REGION
TOULON	Propriétaire Bailleur	M. Robert Augustin	38 rue d'Alger (R+4)	Conventionnement sans travaux.	2 000 €	-	2 000 €
TOULON	Propriétaire Bailleur	M. Robert Augustin	38 rue d'Alger (R+2)	Conventionnement sans travaux.	2 000 €	-	2 000 €
TOULON	Copropriété	Foncia Toulon (syndic)	40 rue Augustin Daumas	Travaux suite à arrêté de mise en sécurité (structure, toiture, terrasse, cage d'escalier).	33 475 €	-	33 475 €
TOULON	Copropriété	C'Pantel Immo (syndic)	35 rue Nicolas Laugier	Réhabilitation globale d'un immeuble frappé d'un arrêté de péril Le dossier concerne le lot de copropriété éligible hors logements.	8 203 €	-	8 203 €
TOULON	Propriétaire Bailleur	M. Alexandre CARROT	53 cours Lafayette (R+4)	Réhabilitation globale d'un logement.	4 711 €	-	4 711 €
TOULON	Copropriété	Equinox Immobilier (syndic)	42 bis rue du Bon Pasteur	Confortement du plancher haut du RDC et réparation partielle de la sous face de l'escalier.	4 265 €	-	4 265 €
TOULON	Propriétaire Bailleur	M. OLTZ Nicolas et Mme Prisca ARMAND	35 rue Larmodieu	Réhabilitation d'un logement au 1 ^{er} étage.	9 150 €	-	9 150 €
TOULON	Copropriété	Foncia	34 rue laugier	réfection structurelle de la volée d'escalier	1 563 €	-	1563 €
				TOTAL	65 367 €	-	65 367 €

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2022 de la Métropole TPM – AP PLH PREVISIONNELLE - article 45812 sur l'opération 5129, fonction 552 et article 45812 sur l'opération 5128, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

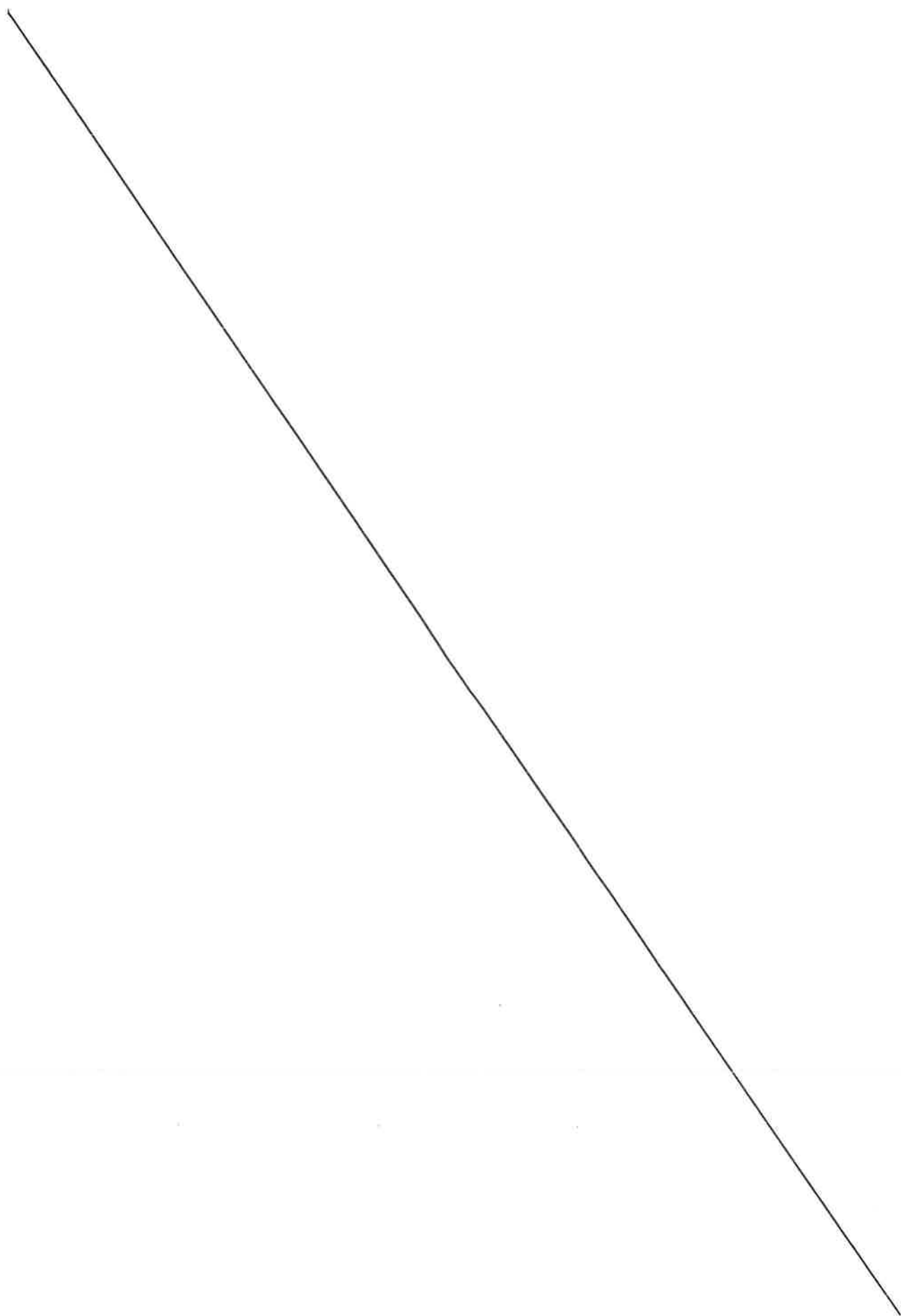
Fait à Toulon, le 7 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	10
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 34, RUE NICOLAS LAUGIER EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 34, RUE NICOLAS LAUGIER
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier, représentée par son Syndic, Foncia Toulon demeurant 560, avenue Maréchal Foch – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier d'amélioration de l'immeuble 34, rue Nicolas Laugier entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

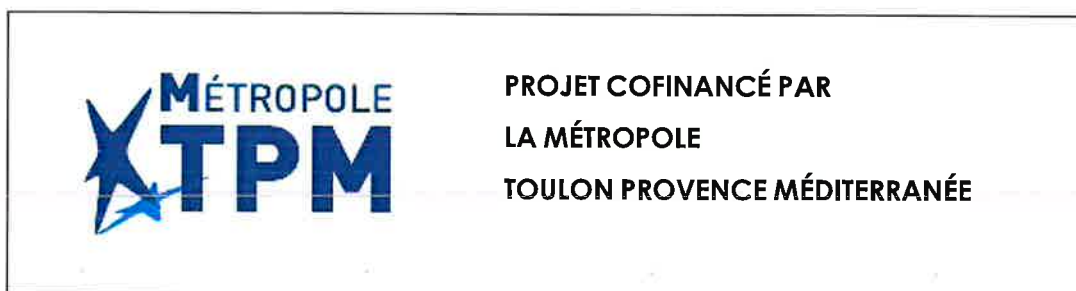
ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réfection structurelle de la volée d'escalier du rez de chaussée au 6^{ème} étage de l'immeuble sis 34, rue Nicolas Laugier à Toulon.

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 34, rue Nicolas Laugier afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **1 563 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 5 732 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 1 563 €

Le reste à charge de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier s'élève à 4 168 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Syndicat 34 Laugier 250 au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 34, rue Nicolas Laugier

En cas de non-respect par la copropriété 34, rue Nicolas Laugier de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 34, rue Nicolas Laugier.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 34, rue Nicolas Laugier
représentée par son syndic

Monsieur Hubert FALCO

Foncia Toulon

**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR NICOLAS OLTZ ET MADAME PRISCA ARMAND EN VUE
DE LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT SITUE 35, RUE LARMODIEU
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

Monsieur Nicolas OLTZ et Madame Prisca ARMAND, propriétaires, demeurant 91, rue Chapeaurouge - 01 280 PREVESSIN-MOENS.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet des propriétaires d'amélioration du logement au 1^{er} étage du 35, rue Larmodieu entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement des propriétaires

Les propriétaires s'engagent à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation d'un logement très dégradé et vacant au 1^{er} étage sis 35, rue Larmodieu à Toulon.

Les propriétaires s'engagent à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Les propriétaires s'engagent sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, ils tiendront à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Les propriétaires s'engagent à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec les propriétaires afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet des propriétaires par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **9 150 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 52 554 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 9 150 €

Le reste à charge des propriétaires s'élève à 43 404 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom des propriétaires au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Les propriétaires sont seules responsables de la réalisation du projet financé. En leurs qualité de maître d'ouvrage, ils seront compétents pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet des propriétaires ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations des propriétaires

En cas de non-respect par les propriétaires de leurs engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, ils reverseront à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification aux propriétaires.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Monsieur Hubert FALCO

Monsieur Nicolas OLTZ

et

Madame Prisca ARMAND



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA COPROPRIETE 35, RUE NICOLAS LAUGIER EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 35, RUE NICOLAS LAUGIER
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU 9 MAI 2022**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier, représentée par son Syndic C'PANTEL IMMO demeurant 50, rue Emile Gimelli – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier d'amélioration de l'immeuble 35, rue Nicolas Laugier entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIV :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur des travaux de reprise structurelle des planchers et de réfection des plafonds de l'ensemble de l'immeuble ainsi que des éléments structurels menaçant dans la cage d'escalier et de la descente d'eau pluviale sur rue.

Les travaux portant sur la structure du bâtiment devront faire l'objet d'une réfection sur la base d'études structurelles suite à un diagnostic et prescriptions d'un homme de l'art.

Les reprises structurelles, des planchers en particulier, impliquent des travaux induits dans les parties communes notamment en toiture.

Les façades seront également traitées.

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



PROJET COFINANCÉ PAR
LA MÉTROPOLE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 35, rue Nicolas Laugier afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **8 203 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 447 589 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 8 203 €

Le reste à charge de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier s'élève à 439 386€

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SYND 35 RUE LAUGIER - TRAVAUX au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 35, rue Nicolas Laugier

En cas de non-respect par la copropriété 35, rue Nicolas Laugier de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 35, rue Nicolas Laugier.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 35, rue Nicolas Laugier
représentée par son syndic

Monsieur Hubert FALCO

C'PANTEL IMMO



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MÉDITERRANÉE
ET LA COPROPRIETE 40, RUE AUGUSTIN DAUMAS EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 40, RUE AUGUSTIN DAUMAS
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU 9 MAI 2022**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété 40, rue Augustin Daumas, représentée par son Syndic, Foncia Toulon, demeurant 560, avenue Maréchal Foch – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 40, rue Augustin Daumas d'amélioration de l'immeuble 40, rue Augustin Daumas entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 40, rue Augustin Daumas

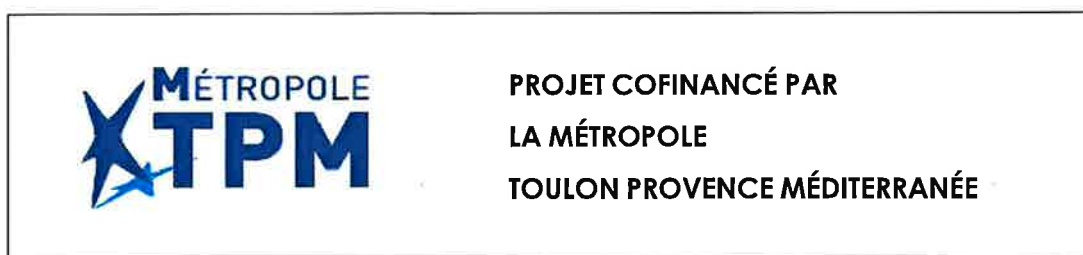
La copropriété 40, rue Augustin Daumas s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur les travaux indiqués dans l'arrêté de mise en sécurité du 2 février 2022 : « Réfection de la toiture (charpente, couverture, toit et étanchéité) suivant les prescriptions d'un bureau d'étude structure et des marches de la cage d'escaliers ».

Cet arrêté de mise en sécurité fait suite à un arrêté de mise en sécurité d'urgence en date du 22 octobre 2021.

La copropriété 40, rue Augustin Daumas s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 40, rue Augustin Daumas s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 40, rue Augustin Daumas s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 40, rue Augustin Daumas

afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 40, rue Augustin Daumas par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **33 475 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 119 742 € TTC

Le montant des subventions s'élève à 87 903 €

Le reste à charge de la copropriété 40, rue Augustin Daumas s'élève à 31 839€

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention fera l'objet d'un acompte plafonné à 50% du montant prévu et sera versé à la signature, par toutes les parties, de la présente convention.

Le solde s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de Syndicat 40 Daumas 11584 au lerne d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 40, rue Augustin Daumas est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 40, rue Augustin Daumas ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 40, rue Augustin Daumas

En cas de non-respect par la copropriété 40, rue Augustin Daumas de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 40, rue Augustin Daumas.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 40, rue Augustin Daumas
représentée par son syndic

Monsieur Hubert FALCO

Foncia Toulon



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET LA COPROPRIETE 42 BIS, RUE DU BON PASTEUR EN VUE DE LA
REHABILITATION D'UN IMMEUBLE SITUE 42 BIS, RUE DU BON PASTEUR
SUR LA COMMUNE DE TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

La copropriété 42 bis, rue du Bon Pasteur, représentée par son syndic, Equinox Immobilier demeurant 20, rue Victor Micholet – 83 000 TOULON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet de la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur d'amélioration de l'immeuble 42 bis, du rue Bon pasteur entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement de la copropriété 42 bis, rue Bon pasteur

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur le confortement du plancher haut du rez-de-chaussée et la réparation partielle de la sous face de l'escalier de l'immeuble sis 42 bis, rue Bon pasteur.

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, elle tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet de la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 265 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 31 693 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 4 265 €

Le reste à charge de la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur s'élève à 27 428€

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom de SDC 42 bis, rue Bon pasteur au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur est seule responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle sera compétente pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet de la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations de la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur

En cas de non-respect par la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, elle reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

La copropriété 42 bis, rue du Bon pasteur
représentée par son syndic

Monsieur Hubert FALCO

Equinox Immobilier



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE CONCLUE ENTRE LA
METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE
ET MONSIEUR ALEXANDRE CARROT EN VUE DE LA REHABILITATION
D'UN LOGEMENT SITUE 53, COURS LAFAYETTE SUR LA COMMUNE DE
TOULON
BUREAU METROPOLITAIN DU**

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107, boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Hubert FALCO,
D'une part,

ET

Monsieur Alexandre CARROT demeurant 1, rue Louis Carrand – 69 005 LYON.
D'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Dans le cadre de sa compétence et de l'équilibre social de l'Habitat, et plus particulièrement de la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des opérations programmées d'amélioration de l'habitat sur les communes de Toulon, Hyères et La Seyne, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est engagée à soutenir financièrement les projets de rénovation de logements.

A cette fin, le Conseil Métropolitain par la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, a approuvé le nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat dans le cadre de la politique de l'Habitat de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Considérant que le projet du propriétaire d'amélioration du logement actuellement vacant, sis au 4^{ème} étage, 53, cours Lafayette entre dans le cadre de sa compétence, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé de le soutenir financièrement selon les modalités qui suivent :

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1^{er} : L'engagement du propriétaire :

Le propriétaire s'engage à réaliser un projet d'amélioration qui porte sur la réhabilitation globale d'un logement sis au 4^{ème} étage 53, cours Lafayette à Toulon.

Le propriétaire s'engage à signaler à la Métropole ou à son opérateur le démarrage des travaux soit par une attestation, soit par une déclaration d'ouverture de chantier déposée en Mairie.

Le propriétaire s'engage sur simple demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à l'informer de l'avancement du projet. Pour ce faire, il tiendra à la disposition de la Métropole tous les éléments et documents administratifs, financiers et comptables permettant de mesurer la bonne exécution des activités financées.

Le propriétaire s'engage à faire apposer sur le panneau de chantier réglementaire le logo de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ainsi que la mention de la participation financière de la Métropole comme suit :



La Métropole se réserve le droit de procéder, par le biais de son opérateur à des points d'étapes réguliers avec Le propriétaire afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement du projet subventionné.

ARTICLE 2 : L'engagement de référence de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

En vertu de la délibération n°19/11/389 du 13/11/2019, approuvant son nouveau règlement régissant l'ensemble des aides dévolues en matière de logement dénommé Fonds d'Aide à l'Habitat et dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement le projet du propriétaire par le versement d'une subvention d'un montant maximum de **4 711 €**.

ARTICLE 3 : Les financements

Le budget prévisionnel global du projet est estimé par le Maître d'ouvrage à 22 923 € TTC

Le montant global de la subvention s'élève à 4 711 €

Le reste à charge de la copropriété 4, allée Amiral Courbet s'élève à 18 212 €

ARTICLE 4 : L'engagement comptable et le versement de la subvention

La subvention est imputée sur le Budget Métropolitain des exercices concernés.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon.

Elle sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

La subvention sera versée en une seule fois.

Le paiement de la subvention s'effectuera après transmission au service Habitat de MTPM :

- D'une attestation d'achèvement des travaux conformes au projet présenté et accepté par la Métropole.
- Des factures acquittées ou portant la mention « acquittée ».
- D'un RIB du bénéficiaire si non joint au dépôt du dossier.

Son montant sera crédité sur le compte ouvert au nom CARROT VERNAY au terme d'un virement bancaire.

ARTICLE 5 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant

ARTICLE 6 : Réalisation du projet

Le propriétaire est seul responsable de la réalisation du projet financé. En sa qualité de maître d'ouvrage, il sera compétent pour déterminer le programme des travaux, rechercher les financements y afférents, désigner les entrepreneurs et autres prestataires de service, prononcer la réception des travaux, etc.

Il est précisé que le financement du projet du propriétaire ne saurait conférer à la Métropole Toulon Provence Méditerranée la qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

Toute utilisation différente de leur destination des fonds versés sans accord préalable et exprès de la Métropole entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention sans préavis sur simple lettre de la Métropole.

ARTICLE 8 : Le reversement d'une partie de la subvention en cas de non-respect des obligations du propriétaire

En cas de non-respect par le propriétaire de ses engagements, en cas de réalisation partielle, non réalisation du projet dans le délai imparti ou en cas de résiliation intervenant dans les cas fixés par l'article précédent, il reversera à la Métropole Toulon Provence Méditerranée les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 9 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de TOULON sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 10 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification au propriétaire.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le propriétaire

Monsieur Hubert FALCO

Monsieur Alexandre CARROT